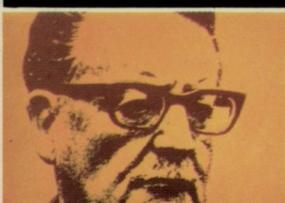
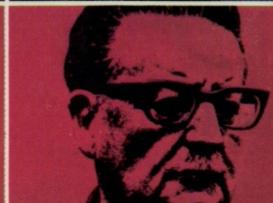
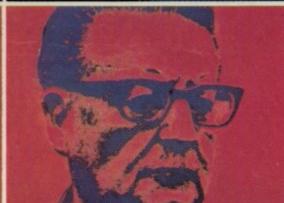
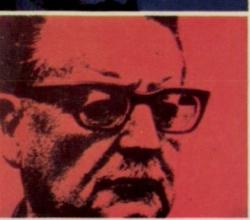


CHILI ou LATENTATIVE

RÉVOLUTION/LÉGALITÉ



PAR
OLIVIER
DUHAMEL



L'AIR DU TEMPS
GALLIMARD

*Et si j'affirme,
j'interroge encore.*
Jacques Rigaut.

Première partie

**LA MITRAILLETTE
DE LA DERNIÈRE HEURE**

CHAPITRE I

Allende : le camarade-président

Salvador Allende est mort comme il devait mourir, et plus le temps en éloignera, plus sa fin incarnera la haute conjonction du devoir politique et de la nécessité historique. On oubliera ce que l'histoire mêle toujours de facteurs complexes et d'anecdotes en ses plus claires leçons. Tous les gestes de ses derniers instants échapperont aux querelles partisans pour atteindre l'exemplarité. Ils transcenderont même l'événement historique pour se fixer en un symbole définitif, celui du socialisme drapé dans la loi jusqu'à en périr.

Une mort symbolique.

Si la mort d'Allende a laissé si peu d'individus indifférents, c'est qu'elle représente plus que la disparition d'un homme, plus même que la rupture du mouvement d'un peuple, c'est qu'elle enterre un espoir. Même ceux pour lesquels il n'était qu'illusion ne s'en réjouissent pas; et qui pourrait se réjouir de la nécessité d'une lutte violente, d'une lutte par tous les moyens, d'une lutte à mort pour avancer vers le socialisme? Qui pourrait s'enthousiasmer de l'obligation des armes et du sang? La dureté de l'échec de la tentative chilienne répond à l'ampleur des espérances qu'elle avait soulevées.

Dans cette île continentale de l'autre bout du monde, sur ce coin de terre complètement fou, plus allongé que le cou de la girafe, dans ce Chili dont les habitants disent que Dieu l'a fait après avoir terminé le monde, y mettant un petit peu de tout ce qui restait, un morceau de désert par-ci, des glaciers par-là, des montagnes gigantesques d'un

côté, des côtes même pas escarpées de l'autre, dans ce pays qui a l'air d'être le point d'exclamation du globe, l'idée du passage pacifique de la démocratie bourgeoise à la démocratie socialiste avait, pour la première fois, rencontré l'histoire. Oui, la première fois. Léon Blum n'envisageait pas de construire le socialisme en 1936, et Lénine, s'il a parfois utilisé la tactique de l'action de l'intérieur, n'en a jamais fait l'axe de sa stratégie.

Mais le concept de révolution pacifique est si vieux, si chargé tout à la fois de la force et de l'usure d'une idée jamais réalisée, que chacun s'était tourné vers le Chili pour en guetter l'échec ou en attendre la victoire. Une curieuse expression avait même été forgée : révolution dans la légalité. Ce raccourci introduit de l'étranger voulait résumer en même temps l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire et son projet politique. Cette étiquette collée par les intellectuels extérieurs sur le Chili d'Allende, celui qui commençait le 4 septembre 1970 et qui a été détruit le 11 septembre 1973, n'était pas fautive. Elle exprimait bien l'accouplement qui a fait l'originalité du processus engagé de l'autre côté des Andes. « Révolution », car l'Unité populaire ambitionnait d'opérer la transition du capitalisme au socialisme, mais « légalité », car les moyens choisis respectaient l'État de droit existant.

Car telle était bien l'incroyable audace du Chili des années 70-73, le funambulisme politique qu'il a tenté entre la soumission aux blocages du vieil État, qui interdit toute révolution, et l'insurrection révolutionnaire, qui balaie toute démocratie. Allende cherchait à son tour une véritable réconciliation du pouvoir et de la liberté, du socialisme et de la démocratie. Réconcilier le socialisme et la démocratie, mais pas comme une démocratie sociale, couverture électorale passagère d'une droite honteuse, pas comme une social-démocratie, où l'inversion des mots n'empêche pas à chaque instant le choix crucial de s'opérer pour la vieille démocratie contre le soi-disant « social », pas comme un socialisme démocratique où le chassé-croisé du nom et de l'adjectif ne ferait que tempérer élégamment mais inexorablement toute transformation radicale de la société, pas comme une démocratie dite socialiste, habillage pudique de la dictature sur le prolétariat.

Chez Salvador Allende, l'affirmation était nette : c'est par la démocratie que l'on atteindra le socialisme, c'est par le socialisme que l'on atteindra la démocratie, les termes resteront à définir, mais on ne transigera sur aucun des deux. Les questions surgissaient alors aussitôt. Qu'est-ce que la démocratie ? Est-elle bourgeoise, depuis sa naissance, puisque conçue par une classe sociale déterminée pour assurer sa domination ? Et

la révolution? Est-elle nécessairement l'insurrection d'une avant-garde armée du prolétariat, avec tous ses risques d'accaparement stalinien? Comment sauver la révolution de l'arbitraire, la démocratie de l'oppression? Cette question, chuchotée en 1793, réprimée avec la Commune de Paris, écrasée dans l'Espagne de 1936, déviée par le XX^e Congrès du parti communiste d'Union soviétique, éclatée dans la France de mai 1968, cette question, coupée de toute réalité par les débats idéologiques du xx^e siècle, dans lesquels le démocrate finissait toujours par trahir la révolution, et le révolutionnaire par trahir la démocratie, pendant que l'histoire conjuguait la faillite des deux séparées, cette question avait resurgi dans le lointain Chili, directement, crûment, naturellement, projetée par la réalité politique de l'élection d'Allende.

La tentation la plus simpliste consiste à dire que les bombes y ont répondu, qu'il eût donc suffi de conduire l'insurrection prolétarienne, et à tourner la page chilienne. On peut alors quitter tranquillement le Chili, après s'être à peine laissé effleurer par lui. Il est plus difficile, mais plus nécessaire, de rechercher comment les bombes ont été lâchées, donc pourquoi elles ont été amorcées. Quelles étaient les autres issues possibles du processus chilien?

Et, en remontant l'histoire du Chili populaire de son crépuscule vers son aube, on pourra alors retrouver les questions qu'il nous pose, les contradictions qui l'ont conduit dans une prison, qui attend peut-être la France de demain — à moins que, justement, la tentative chilienne ne nous apporte une lumière qui puisse nous parvenir. Ici aussi, la mort d'Allende peut être exemplaire.

Pour Allende : la seule fin possible.

Il ne sert pas à grand-chose de se dire que le Che aurait pris le maquis et Mao son fusil, que Léon Blum n'aurait rien pris et Willy Brandt rien eu à prendre, puisque, justement, Salvador Allende refusait tout ce que ces exemples ont de contradictoire. Mao Tsé-toung et Che Guevara plaçaient évidemment la révolution au-dessus de l'État; Blum et Brandt n'ont au contraire jamais laissé leur socialisme emporter la République bourgeoise; Salvador Allende niait l'exigence d'un choix, posée comme préalable.

Militant socialiste soucieux de transformer complètement la société chilienne, mais président de la République respectueux de la légalité qui l'avait porté au pouvoir, Allende n'a pas voulu choisir, n'a jamais

voulu choisir entre ces deux tâches que toute sa vie tendait à rendre indissolubles. Il a donc préféré que l'on dissolve sa vie. Pour comprendre la mort de celui par lequel le Chili incarnait la révolution légale, la transition au socialisme dans le respect de la constitution, pour comprendre la mort de celui sur lequel se concentraient tant d'espérances et tant d'illusions, il faut avant tout se situer dans sa logique propre.

C'est elle qui l'a conduit à rester jusqu'au bout dans le palais présidentiel en flammes, comme s'appuyant sur la constitution pour mieux viser à la mitraillette ses assaillants. C'est elle qui lui a fait refuser le départ aussi bien dans la clandestinité d'un maquis que dans la tranquillité d'un exil. C'est elle qui le pousse à se saisir d'un bazooka mais à ne pas lancer un appel aux armes, à refuser le privilège de la fuite proposée par les militaires comme celui, combien plus normal, d'un gilet pare-balles tendu par ses compagnons. L'heure était venue pour lui de mourir à son poste.

Si, en apprenant le coup d'État, il s'est immédiatement rendu au palais de la Moneda, le 11 septembre 1973 à 7 h 30 du matin, c'est parce qu'il considérait que c'était sa seule place.

Certes, il avait soixante-cinq ans, plus de trente années de mandat parlementaire derrière lui, un aspect radical-socialiste, avec sa bonne moustache hésitante entre le roux et le blanc, son corps plutôt petit et marqué par son goût pour les bons repas, certes ce fils d'un bourgeois libre penseur portait de grosses lunettes qui achevaient de lui donner une urbanité rassurante, mais son physique débonnaire et ses traditions parlementaires n'expliquent pas, à eux seuls, la précision de sa détermination. Allende estimait qu'il ne pouvait qu'achever son rôle de président, que toute autre décision faillirait à ses obligations historiques. Il avait incarné la victoire du mouvement populaire par les urnes, ses réalisations par la loi. Il avait recueilli la gloire de cette voie, il en avait supporté ensuite les difficultés, il lui restait à en subir l'écrasement.

« Je n'ai pas l'étoffe d'un apôtre, ni celle d'un messie. Je n'ai pas une vocation de martyr. Je suis un combattant social et j'accomplis une tâche, la tâche que le peuple m'a confiée ¹. » Tout part de là. Allende a construit sa vie sur la possibilité d'une victoire électorale de la gauche, victoire qui permettrait d'ouvrir le chemin vers le socialisme. C'est dans cette perspective qu'il avait participé à la création du parti socialiste en 1933, dirigé la campagne électorale du président du Front populaire en 1939, accepté un poste de ministre de la santé en 1942, consolidé son implantation sénatoriale de 1945 à 1970, jusqu'à

devenir le président du sénat en 1968, essuyé les échecs électoraux de 1952, 1958 et 1964 à la présidence de la République, consacré une grande part de son temps à constituer un front commun avec les communistes d'abord, à faire admettre la voie électorale au parti socialiste réticent ensuite : c'est autour de cet axe politique décisif qu'il a organisé toutes les forces qui le soutenaient. Pour que le peuple lui confie, par son vote, une tâche qu'il n'aurait plus qu'à accomplir.

« Mais... bien que je n'aie pas une vocation de martyr, je ne reculerai pas; je n'abandonnerai le palais de la Moneda qu'une fois terminé le mandat que le peuple m'a confié. Je n'ai pas d'autre choix. Ce n'est qu'en me criblant de balles qu'on pourra m'empêcher de réaliser le programme populaire. » Dès 1971, Salvador Allende avait prévenu ses adversaires : il ne renoncerait pas. « Je n'ai pas d'autre choix. » Il ne trahirait pas la marche du Chili vers le socialisme. Certains pensent peut-être qu'il l'a fait, mais il s'agit d'un désaccord sur les définitions de départ. Allende a respecté sa théorie du passage au socialisme. Ne pas abandonner ce combat signifiait pour lui appliquer le programme de l'Unité populaire, refuser de remettre ses acquis en cause et progresser vers la réalisation des points du programme non encore accomplis. Cela n'excluait pas les pauses, les compromis provisoires, les temporisations de toutes sortes : ils n'étaient que détails techniques ne remettant pas en cause sa ligne politique fondamentale. Mais, cette réalisation du programme, il considérait devoir la faire uniquement en tant que « président constitutionnel » de la République du Chili. Ce qui impliquait à la fois le refus de sortir de la légalité établie et la volonté d'utiliser cette légalité pour défendre le mouvement populaire. Le coup d'État met donc nécessairement fin à ses fonctions, fin à son mandat présidentiel comme fin à son action de militant socialiste; il ne peut que mettre fin à sa vie.

Si l'on comprend pourquoi Allende n'a pas quitté son palais présidentiel, il reste à saisir pourquoi les militaires l'y ont tué.

Les putschistes et Allende.

Les généraux n'avaient pas forcément prévu d'assassiner Allende, car cette solution, si elle avait des avantages, était aussi un peu fâcheuse. Elle risquait en effet de faire du leader socialiste un martyr de la révolution, ce qui ne sert pas le fascisme. Au contraire, s'il avait accepté de s'enfuir à l'étranger, il se serait plutôt déconsidéré aux yeux du

peuple chilien. Certes, on peut penser qu'il aurait alors mené une action internationale contre les maîtres de Santiago, mais d'autres exemples ont montré les limites d'un président en exil. Au surplus, Allende n'était pas Perón.

Le bon docteur franc-maçon ne laissa pourtant aucun choix aux militaires, puisqu'il refusa d'avaliser leur trahison. Peut-être ces derniers ne furent-ils cependant pas mécontents de sa mort. Tuer Allende, c'est d'abord le faire disparaître. L'évidence du propos n'empêche pas l'avantage de la chose pour une junte fasciste qui étudie cela avec une froideur toute technique. Il eût fallu qu'elle soit incroyablement assurée de sa force pour le laisser vivre, pour que le régime populaire puisse s'effondrer complètement sans que son chef ne tombe avec lui.

Tuer Allende, c'est aussi montrer que l'on ne recule devant rien, que toute personne qui résiste sera physiquement éliminée, et puisque Allende résiste, eh bien on l'élimine. Il suffira d'ailleurs de ne pas trop insister sur sa résistance pour ne pas en faire un martyr. Certains éléments d'extrême droite ont ainsi essayé, dans les premiers jours suivant la mort d'Allende, de faire passer une version assez pernicieuse de ses derniers instants : « Le président a été d'accord pour se rendre mais les francs-tireurs ont empêché la chose de se faire. Pour que Salvador Allende ne puisse donner suite à ses velléités de reddition, sa garde personnelle l'a assassiné. » Malheureusement pour la junte, ce récit était beaucoup trop rocambolesque pour pouvoir être présenté sérieusement.

Trop de temps s'était écoulé depuis que les militants de l'extrême gauche avaient quitté la garde personnelle d'Allende : celle-ci était composée d'hommes beaucoup trop proches du président pour qu'ils aient été capables de le tuer. En plus, les collaborateurs d'Allende s'étant échappés de la Moneda ne manqueraient pas de dénoncer pareille calomnie. Ils auraient été crus : pourquoi défendre le dirigeant socialiste s'il avait trahi ? Et de tous les Chiliens, seuls les ennemis les plus fanatiques d'Allende auraient pu se convaincre de la réalité d'un tel conte.

Les militaires, qui ne sont pas des imbéciles, ont donc préféré la thèse du suicide. Nous ne pourrions d'ailleurs pas, depuis Paris, affirmer catégoriquement qu'elle soit inexacte sans les témoignages des survivants du palais de la Moneda qui ont pu quitter le Chili. Ils sont formels sur le fait qu'Allende a été assassiné. Mais ces débats sont un peu macabres, et peu importe finalement de savoir qui a appuyé sur la détente, puisque les vrais responsables sont évidemment ceux dont

les avions bombardaient le palais, dont les tanks tiraient sur le bureau du président; ceux qui ont tué Allende resteront ces traîtres qui exigeaient sa trahison.

Ils aiment pourtant infiniment plus parler de suicide et, cette théorie étant plausible, ils en profitent. Allende voyait l'échec de sa stratégie, donc de sa vie : n'était-il pas normal qu'il en finisse? D'ailleurs, l'histoire chilienne a connu un exemple similaire, en 1891, quand l'armée renversa le président Balmaceda, jugé trop anti-impérialiste. Personne n'a jamais contesté le suicide de Balmaceda, et Allende en avait souvent parlé : ça suffira pour que l'on admette son propre suicide. La femme d'Allende elle-même ne l'a-t-elle pas admis? Évidemment, elle était un peu choquée par le bombardement de sa maison, la mort de son mari, la fièvre de ce jour noir, mais enfin, elle l'a admis. Certes, elle changera d'opinion après, mais on imputera ce revirement à des pressions étrangères. Bien sûr, elle s'indignera de ce qu'on ne lui ait pas laissé voir le corps de son mari lors de son enterrement sous les mitraillettes, mais reconnaissez, les militaires avaient autre chose à faire. Quant aux personnes présentes au palais de la Moneda, si elles parlent d'assassinat, on dira qu'elles affabulent : n'ont-elles pas toujours affabulé? Qui, en dehors des communistes internationaux, attachera de l'importance aux propos de ces... communistes? La version du suicide comporte assez de vraisemblance pour tenir quelque temps, on trouvera toujours des preuves après.

Aux compagnons d'Allende racontant qu'ils le portèrent dans son fauteuil présidentiel pour lui mettre son écharpe et le couvrir du drapeau chilien ², on opposera un autre compagnon, le docteur Guijón, son médecin personnel, qui reconnaîtra l'avoir vu « assis sur un sofa, le menton appuyé sur une mitraillette ». Il faudra attendre cette déclaration jusqu'au 21 décembre 1973, mais, si la presse décrivait les choses correctement, on oublierait peut-être que le médecin en question a été arrêté dès le 11 septembre, torturé, et, après sa sortie de prison, assigné à résidence avec une surveillance policière spéciale.

La ténacité de la junte dans sa recherche du suicide est assez frappante. Elle provient de l'importance des gens auxquels elle s'adresse. L'opinion des partisans convaincus d'Allende lui est indifférente, puisque ceux-là ne font pas une telle opposition entre suicide et assassinat. Il en va de même pour les supporters les plus ardents du putsch : la seule disparition d'Allende les enchante à jamais. Les militaires cherchent à atteindre les hésitants de l'intérieur et de l'extérieur. Ils ne doivent pas voir en Allende le symbole d'une loyauté assassinée

mais au contraire un homme de plaisirs, un peu débordé par tout cela. Pour mener cette tâche à bien, la junte cultive les raffinements comme les grossièretés. La version du suicide fait partie des premiers : elle est reprise, affirmée, complétée par toutes les manœuvres possibles. Pour les grossièretés, ce sera par exemple un reportage télévisé — très vite après sa mort — sur sa résidence privée, juste avant qu'on la démolisse complètement; c'est qu'il faut effacer toutes les traces... L'émission sur la demeure de Salvador Allende montrait dans les sous-sols un dépôt d'armes soviétiques, pour que personne n'oublie qu'il était l'homme de Moscou, cubaines, pour qu'il n'y ait plus de doutes sur les complots fomentés avec Castro. On y voyait également des caves regorgeant de whisky pour que personne n'ose nier son ivrognerie, et le commentateur parlait, pour couronner le tout, de films pornographiques.

Cette hargne s'inscrivait dans la droite ligne des attaques personnelles inouïes proférées par la presse réactionnaire chilienne depuis de nombreux mois. Seuls les Français qui ont connu l'Action française dans ses périodes glorieuses de bassesses incontrôlées peuvent imaginer la virulence de ces insultes. Allende était décrit comme un ivrogne. Certains de ses adversaires refusaient de l'appeler le président et préféraient dire le « tonneau ». Ils imputaient l'inertie de son gouvernement à sa soi-disant ébriété avant même de l'expliquer par son marxisme. J'ai entendu des médecins réactionnaires décrire tranquillement Allende comme un homme titubant, aux yeux injectés de sang, incapable d'articuler deux propos cohérents. Peut-être espéraient-ils qu'une telle légende serait colportée par les étrangers de passage.

Le second thème dominant de ces calomnies tournait autour de ses activités sexuelles. L'extrême droite s'efforçait d'en faire un obsédé sexuel, vivant dans le stupre et la fornication, ne quittant son verre que pour son lit. C'est une vieille spécialité de la vertu bourgeoise que de s'indigner contre les écarts amoureux. Elle tolère délicieusement l'adultère sinistre, camouflé dans un hôtel clandestin et recouvert par l'apparence de l'abstinence. Mais ce à quoi elle se livre dans la honte, elle ne supporte pas que d'autres puissent s'y promener parfois dans la joie. De toute façon, je me garderais bien d'apprécier la vie sentimentale de Salvador Allende, étant à cet égard aussi peu intéressé qu'ignorant. Mais il faut relever cette hargne qui s'est attachée à en faire un symbole du péché.

Le but de cette opération « morale » était double. Elle s'adressait aux indécis, à ces démocrates-chrétiens de la base qui souvent rejoi-

gnaient dans leurs combats les militants de gauche ou d'extrême gauche. On faisait appel à leur rigorisme catholique pour leur montrer que rejoindre la gauche, c'était comme s'abandonner au péché de la chair, donc céder à une tentation qui, au bout du compte, pouvait conduire en enfer. D'autres étaient également visés par cette image orgiaque donnée du président. Les derniers mois de l'Unité populaire furent particulièrement difficiles, le gouvernement était, pour une part, sans possibilités d'action, presque paralysé. Nous verrons les raisons objectives de ce blocage, mais la campagne personnelle contre Allende voulait suggérer une explication capable d'atteindre ses partisans : si l'exécutif ne fonctionnait plus, c'était qu'Allende ne pouvait plus le faire fonctionner, submergé qu'il était par ses flots éthyliques et lubriques.

Il est difficile d'apprécier l'efficacité d'attaques aussi délirantes. Il y avait des hommes pourtant tout à fait réactionnaires pour s'indigner contre de telles méthodes, mais aussi des libéraux paisibles pour reprendre ces légendes avec beaucoup d'application. Les masses chiliennes ne semblent pas avoir été très sensibles à cette hystérie vertueuse. Le puritanisme, pourtant si répandu chez les révolutionnaires, ne va pas jusqu'à se laisser prendre à des manœuvres aussi grosses. Les foules étaient encore immenses qui acclamaient le président, cible de tant de flèches, en scandant :

« A LLEN DE, A LLEN DE,
EL PUE BLO TE DE FIEN DE »

Allende, Allende, le peuple te défend.

Le peuple et son président.

El compañero-presidente, le camarade-président, c'est ainsi qu'on l'avait surnommé, pour son plus grand bonheur. L'expression marquait à la fois la continuité et la rupture avec l'Allende d'avant 1970. Le premier docteur franc-maçon voulait être un médecin de campagne, le second Salvador Allende Gossens s'attachait à son métier d'homme politique de gauche; le troisième personnage mêle les deux premiers. Le médecin des pauvres et le sénateur habile se sont enchevêtrés pour forger un homme dépassant ces deux composantes d'origine, transformé par le mouvement populaire qui l'avait porté.

Encore y a-t-il simplification abusive à parler d'un mouvement populaire comme d'un flot uniforme et continu, d'une source d'énergie régulière se contentant de soutenir le président socialiste. Il faut au moins distinguer celui de la campagne électorale de 1970 et l'incroyable mobilisation née à partir d'octobre 1972. Le premier se situe directement dans la mouvance d'Allende, il correspond aux élections très animées et aux exigences d'organisation de masse qu'elles comportaient pour la gauche. Mais l'intervention populaire dans cette première période ne se rabaisse pas à une simple action électorale pour soutenir un candidat contre les autres, pour coller les affiches et assurer la propagande. Dès mars 1964, Allende avait proclamé : « Je ne veux pas être un président de plus. Je veux être le premier président du gouvernement révolutionnaire. » Il confirmait cette aspiration après la victoire de 1970, en annonçant, le 6 septembre : « L'histoire amorce ici un nouveau tournant. Un peuple entier vient de prendre en main son destin pour marcher, par la voie démocratique, vers le socialisme. »

Dans cette première phase, les choses sont donc assez simples. Le peuple chilien « marche vers le socialisme », mais il le fait « par la voie démocratique », c'est-à-dire par Salvador Allende. Le raccourci peut surprendre : les partis de l'Unité populaire jouaient un rôle considérable. Mais Allende s'en voulait le fédérateur, plus, il mettait au-dessus du rôle des partis de gauche une jonction directe entre lui et le peuple : issue de l'élection, personne ne devrait la dominer.

Le point de départ du processus chilien se trouve donc dans l'élection présidentielle. Il le conditionne complètement. « Mon gouvernement repose sur la volonté populaire librement exprimée. Il n'a de comptes à rendre que devant elle ³ », déclarait-il au début de 1972, dans une communication aux cadres du parti socialiste chilien. Il ajoutait que « les mouvements et partis de l'Unité populaire ont mission d'orienter la conscience révolutionnaire des masses et d'exprimer leurs aspirations et leurs intérêts. Ils sont également directement responsables devant le peuple ».

Mais, si l'on reprend ces trois termes, à savoir le peuple, le gouvernement Allende et les partis de l'Unité populaire, on s'aperçoit que les rapports entre eux ne sont pas exactement sur un pied d'égalité. Apparemment, le peuple est au-dessus de tout, le président et les partis sont toujours responsables devant lui. Il ne s'agit cependant pas d'une définition révolutionnaire du rapport entre les masses et les dirigeants populaires. Au contraire, sur ce point, Allende reprend la conception démocratique traditionnelle. « La volonté populaire librement expri-

mée » n'est autre que le suffrage universel à travers les élections régulières.

Certes, Allende a songé plusieurs fois, notamment dans les derniers jours, au référendum. S'il avait eu recours à cette arme constitutionnelle, il se serait éloigné de la pratique habituelle du régime politique chilien, mais pour s'approcher d'une tactique gaullienne et non d'une rupture révolutionnaire. Nous reviendrons sur ce point ⁴; il ne contredit pas la perspective décrite, celle d'un président choisi par la volonté populaire, et donc responsable devant elle, mais dominant pendant la période de son mandat l'ensemble du processus de transformation sociale, comme chargé par le peuple de cette direction d'ensemble, sur la base d'un programme et au moyen de partis. Les organisations de l'Unité populaire ont alors un rôle décisif, mais second par rapport à celui du président, tout comme les élections législatives sont en retrait des élections à la magistrature suprême, puisqu'il s'agit en principe d'un régime présidentiel. Les partis servent un peu d'agents de liaison du sommet vers la base et de la base vers le sommet.

« Le camarade-président » était bien l'expression condensatrice qui décrivait d'un mot toute cette conception de la transition au socialisme. « Le peuple chilien est en train de conquérir le pouvoir politique sans avoir été contraint de prendre les armes. Notre peuple aspire légitimement à franchir l'étape de transition au socialisme sans avoir à recourir à des formes autoritaires de gouvernement ³. »

Au début 1972, il n'existait pas de contradiction apparente entre les aspirations populaires et le gouvernement d'Allende, le second était l'agent historique du premier, lequel devenait son instrument politique. Le peuple avait porté Allende à la présidence, le président porterait le peuple au pouvoir. Mais cette conquête du pouvoir par le peuple, non seulement devait être opérée par les partis de l'Unité populaire et par son président, mais se réaliserait par le renforcement de leurs prérogatives, l'élargissement de leur assise électorale, l'accroissement de leur contrôle sur l'État.

Il ne s'agit pas de nier les projets de participation populaire d'autant qu'Allende leur accordait une importance extrême. Mais ces projets ressemblaient finalement à la participation gaulliste — ce qui ne veut pas dire que le leader socialiste était un gaulliste qui s'ignorait; il va de soi que les plans de participation prennent une signification complètement différente selon qu'ils s'inscrivent dans un contexte de contrôle croissant des moyens de production par l'État, et de l'État par des forces socialistes, ou au contraire dans celui du maintien du

CHILI OU LA TENTATIVE PAR OLIVIER DUHAMEL

L'expérience chilienne risque-t-elle de se reproduire en France ? Quelles leçons peut-on tirer de la tentative d'Allende et de son échec ?

Santiago du Chili, 11 septembre 1973.
Les forces aériennes bombardent le palais de la Moneda. Avec le président de la République, des Chiliens sont assassinés par dizaines de milliers. La délation, la prison, la torture se répandent. Le fascisme s'installe.
Santiago du Chili, 4 septembre 1970.



Salvador Allende, candidat unique de la gauche, gagne les élections présidentielles. Pour la première fois dans l'histoire, un chef d'État voulant instaurer le socialisme a été désigné par les urnes. L'Unité populaire veut la révolution, mais par la légalité.

Que s'est-il passé entre ces deux dates ? Pourquoi la tentative a-t-elle échoué ? Comment le processus s'est-il développé ? Quels espoirs l'animaient ? Olivier Duhamel s'efforce de répondre à ces questions. Il a pu rencontrer au Chili les principaux protagonistes de l'histoire. Le livre retrace ces trois années en partant des événements pour aboutir aux analyses, avec comme fil directeur le rapport entre révolution et légalité. La réflexion politique et le récit passionné s'entremêlent pour déchiffrer cette expérience primordiale.

Olivier Duhamel, né en 1950, diplômé de l'Institut d'Études politiques, diplômé d'Études supérieures de Droit public, diplômé d'Études supérieures de Sciences politiques, travaille à l'Université de Paris-X.

